L'esprit "Charlie"

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3118>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3118

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2015

Pagination : 188-191

ISBN : 978-2-919040-30-8

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « L'esprit "Charlie" », *Hommes & migrations* [En ligne], 1309 | 2015, mis en ligne le 17 juillet 2015, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3118> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3118>

KIOSQUE

L'ESPRIT "CHARLIE"

MUSTAPHA HARZOUNE

Les temps sont à éviter les amalgames, à insuffler un esprit rassembleur. Cimentier les fissures de la société. Après les meurtres des 7, 8 et 9 janvier, chacun y va de sa recette qui satisfait les (bonnes) consciences sans fatiguer l'imagination. Allons-y pour des cours d'éducation civique, le robinet de la moraline républicaine est ouvert. Sur Marianne.fr, le 22 janvier, Fanny Capel, professeur de lettres à Saint-Denis, trouve "sidérant" le "changement de ton et de discours" de Najat Vallaud-Belkacem qui appelle l'école à "transmettre" les valeurs de la République, [alors que], dans notre pays, on a frappé d'indignité la notion de 'transmission' en ce qui concerne les savoirs et qu'aucune 'valeur' ne peut s'enraciner sur un socle d'ignorance". "Il faut oser le dire : imposer à chaud, d'autorité, une minute de silence à des écoliers, des collégiens, et même à des lycéens, sans prendre le temps de leur faire comprendre le sens de ce rituel républicain, était d'une insigne bêtise."

"L'unique, l'immense tâche de l'école, reste donc l'instruction de futurs citoyens, qui seule les rend capables d'apprendre et de raisonner une fois sortis de l'école. Or le français, cruciale matière de culture générale, a perdu huit cents heures depuis 1975 sur l'ensemble du cursus obligatoire, soit l'équivalent de quasiment deux années scolaires. (...) Mais sous la pression des événements, le pire serait d'instaurer une forme de dressage des esprits. Va-t-on devoir chanter La Marseillaise en rangs tous les matins, au pied du drapeau tricolore ? Madame la ministre, on ne répond pas à un conditionnement par un autre conditionnement." Et de citer Condorcet : "Ni la Constitution française, ni même

la Déclaration des droits ne seront présentées à aucune classe de citoyens comme des tables descendues du ciel, qu'il faut adorer et croire."

Des guerres et de la tragédie

Pourtant, nous serions en guerre ! Mais on peut craindre "que l'on se serve de ces crimes pour nous engager dans une guerre sans fin, pour désigner en bloc une partie de notre peuple", dit Edwy Plenel (Bondy Blog Café, 14 janvier). Car ici s'insinue le poison de l'amalgame redouté. Le doigt accusateur se dresse, comme ce 8 janvier, sur RTL, chez Marc-Olivier Fogiel : "Je les [les musulmans] somme presque aujourd'hui de bien nous faire comprendre qu'ils n'adhèrent pas", exige l'inénarrable Ivan Rioufol face à une Rokhaya Diallo accablée. Le 13 sur Europe 1, Philippe Tesson désinhibé lâche : "C'est les musulmans qui amènent la merde en France aujourd'hui. D'où vient le problème de l'atteinte à la laïcité, sinon des musulmans ?" Sur l'Obs.com, le 27 janvier, Jemma Bent Seghir témoigne d'un "climat de chasse aux sorcières" dans les écoles.

Or la communauté musulmane n'existe pas, "mais des blessures en un seul corps, écrit Magyd Cherfi. Pas de communauté, car il y a mille islams agonisants à essayer de conjuguer ce qui est potable avec la valeur 'République'. Il y a des musulmans laïques, des musulmans pratiquants, des non-pratiquants, j'en connais d'alcooliques, des orfèvres en découpages charcutiers, j'en connais d'affectifs qui se raccrochent aux proches. Il y a des

musulmans athées, de foot ou de bistrots, d'autres agnostiques, des musulmans de circonstance, des musulmans de la peur d'être désincarnés, des obscurs puis des mélancoliques d'un islam disparu, d'un islam d'avant, tolérant, trivial et heureux, des iconoclastes du poil et de l'amour, des atones suiveurs, d'autres amoureux de Voltaire, etc. Appelez-nous Français en attendant qu'on le devienne dans les symboles de la nation. Le vivre-ensemble est à ce prix" (L'Humanité, 14 janvier).

Et si, plutôt que guerrier, le moment était tragique ? Pour quatre professeurs du lycée Le Corbusier à Aubervilliers, "ceux de Charlie Hebdo étaient nos frères, tout comme l'étaient les juifs tués pour leur religion, porte de Vincennes, à Paris : nous les pleurons. Leurs assassins étaient orphelins, placés en foyer : pupilles de la nation, enfants de France. Nos enfants ont donc tué nos frères. Telle est l'exacte définition de la tragédie. Dans quelque culture que ce soit, cela provoque ce sentiment qui n'est jamais évoqué depuis quelques jours : la honte" (Le Monde, 13 janvier). Pour Régis Debray, "le vrai problème" est "notre incapacité à nous faire aimer des nouveaux venus. C'est plus un problème franco-français qu'un problème franco-musulman". Évoquant "le culte laïque de la patrie ou du savoir ou du progrès", il observe que "les fondements symboliques sont aux abonnés absents", avant d'asséner : "C'est la fierté qu'il faut désormais récupérer" (L'Obs, 14 janvier). Or, selon André Gunthert, chercheur à l'EHESS, "dès le lendemain du 11 janvier, on a pu constater que cette mythographie républicaine signifiait d'abord le retour aux fondamentaux : retour de l'autorité, triomphe de la répression, dithyrambes des éditorialistes – jusqu'aux pitreries de Sarkozy, pas un clou n'a manqué au cercueil de l'intelligence" (L'Obs, 13 janvier).

Car cette manifestation de 4 millions de Français n'échappe pas aux interrogations. Régis Debray s'en amuse : "Cela vaut bien de passer sur la récupération bizarre, voire obscène, de joyeux francs-tireurs par tous leurs ennemis réunis, au-dedans comme au-dehors. Paris vaut bien une comédie

unanimiste. La République vaut bien un quiproquo. On devrait pouvoir repartir. Imaginez des politiques à la hauteur ! On peut rêver." (L'Obs, 14 janvier). Sur Sinémensuel.com, le 16 janvier, Noël Godin ne rêve pas : "La boucherie chez Charlie, de fait, est une vraie aubaine pour nos pires ennemis : les crapules politiciennes, patronales, policières, prêchi-prêcheuses entendant nous tenir sous leurs bottes par tous les moyens qui étaient les cibles privilégiées des tueurs à gages de Charlie Hebdo. Le seul acte de fraternisation envisageable avec ces racloirs à parquet lâchant leurs écluses au nom de la liberté d'expression, c'est de leur cracher dans les yeux chaque fois qu'on les croise. Soyons tous des Charlie cracheurs !"

À chacun son explication

Entre guerre contre le djihadisme international et/ou tragédie française la liste des causes virevolte : guerres post 11-Septembre (Michel Onfray, *Le Point*, 10 janvier ; Pierre Barbancey, *L'Humanité*, 16 janvier ; Nacira Guénif-Souilamas, *Médiapart*, 21 janvier) et/ou relégations spatiales et socio-économiques, ghettos mentaux (Nacira Guénif-Souilamas, *Edwy Plenel, Bondy Blog Café*, 14 janvier ; Emmanuel Todd, *LePoint.fr*, 6 février)... Dans un rapport sur la contre-radicalisation en France, Pierre Conesa, maître de conférence à Sciences Po, note que le "radicalisme djihadiste" exploite "un discours de victimisation qui consiste à dire que le monde arabo-musulman est celui des opprimés et donc que la violence est vengeresse et défensive" (Bondyblog, 7 janvier).

Causeur (14 janvier) renvoie ces "explications" au "camp du déni", au "langage de l'excuse" : "Tous parviennent peu ou prou à la même conclusion : c'est 'nous' qui avons fabriqué les frères Kouachi et Coulibaly. (...) Ce qui nous plombe, si on ose dire, ce n'est pas le refus de la critique, ce n'est pas la haine du pluralisme, c'est la critique, c'est le pluralisme lui-même." Le même numéro déniaise le lecteur : la France "Black / Blanc / Beur" de 1998 et 2000

KIOSQUE

“n’était déjà plus du mélange (c’est-à-dire de l’intégration) mais de la juxtaposition communautaire d’entités pseudo-raciales disposées à l’étagage, (...) l’islam pouvait tranquillement prospérer dans des crânes vidés par les pédagogues de toute culture commune au profit d’un communautarisme concurrentiel, typique d’une Europe désétatisée et d’un libéralisme mondialisé”.

Sur sa page Facebook, Vincent Cespedes récuse *“le sophisme de l’excuse sociale”* : *“Politiser a posteriori des atrocités racistes et antidémocratiques, en les faisant passer pour des conséquences de la pauvreté et de l’exclusion, c’est de la malhonnêteté intellectuelle et de l’enfumage idéologique. (...) Nous avons à faire à un fléau analysé depuis les Lumières : le fanatisme. Secte, embrigadement, terreur, paranoïa de complot, prosélytisme, meurtres et suicides en sont les clés. Ces ‘déments’ ne sont pas victimes de la société : ils s’abritent derrière une victimisation-alibi pour se justifier d’être des justiciers-bourreaux.”*

Didier Fassin en conclut que *“comprendre, ce serait déjà justifier. Ne plus comprendre, donc : se contenter de juger. Exeunt les causes sociales – et avec elles tous les travaux de sciences sociales qui s’efforcent de les analyser. Ne restent que des individus, démonisés et pathologisés. (...) Analyser serait risquer de dévoiler un passé problématique, un présent difficile et un futur compromis – risquer de devoir reconnaître une responsabilité dans une tragédie qui meurtrit mais rassemble”* (Le Monde.fr, 15 janvier).

Vide (politique) ou trop-plein (de religion)

Dans les années 1980, l’immigré était renvoyé à son couscous et à sa derbouka. Désormais, l’immigré – ou plutôt ses enfants natifs du cru ! – prend la figure du croyant. Indistinctement et sans mesure : de 2,1 millions (enquête TeO, 2010),

voici que les abstèmes frôlent, sur les plateaux de télé, les 7 millions. *“Cet immense et triste amalgame me désole”* (Mathias Enard sur Médiapart, 19 janvier). *“Le 11 janvier, j’ai pensé à la marche de 1983, écrit le cinéaste Nadir Moknèche. Comme dimanche, il y avait un élan civique, une ferveur républicaine, un espoir de France ouverte et décomplexée. Mais les trente années suivantes ont vu grandir les Kouachi, Merah et autres Nemmouche. Que s’est-il passé ? Étions-nous bercés d’illusions ? (...) À l’époque, dans les médias, on interviewait des militants associatifs, et non pas les imams d’aujourd’hui. (...) L’islam politique a prospéré partout où le ressentiment et la frustration peuvent être attisés dans un vide olitique.”* (Le Monde.fr, 19 janvier).

Il faudrait pourtant faire l’histoire des mobilisations appelant au respect des valeurs de la République : 14 juillet 1953, 17 octobre 1961, Marche pour l’égalité de 1983, Convergences 1984, mouvement associatif dit “beur” des années 1980-1990, sans oublier les infatigables initiatives citoyennes des “quartiers” (Sylvie Zappi, Le Monde.fr, 13 janvier et Banlieue.blog.lemonde.fr, 18 janvier).

Mais, sous ce ciel monomaniacal, le fantasme obsidional des uns rencontre l’esprit de corps des autres. Le vivre-ensemble à la Charlie, joyeux et à la bonne franquette, sans dieu ni maître, se décompose, corrodé par un conformisme républicain bien mystérieux pour les gavroches des bas-fonds mondialisés et relégués, et par un trop-plein de religiosité. *“J’allume la télévision, la radio. Et ils sont là. Partout. Des religieux. De toutes confessions. Des durs. Des mous. Des excités. Des conciliants. Ils s’expriment. Au même titre que les élus, les chercheurs, les intellectuels. Ils forment des analyses, émettent des préconisations. S’immiscent dans le débat public. Ils ont voix au chapitre. On les consulte. On écoute leurs recommandations. Leurs souhaits. Leurs exigences, même. Mariage et adoption pour tous. Fin de vie. Et même, depuis Charlie, fanatisme religieux*

(!), liberté d'expression (!!), laïcité (!!!). Ils sont là, partout, arpentent les plateaux. (...) Et tant pis si, par leurs incursions hors des lieux de culte, ils heurtent les athées et nuancent d'emblée une laïcité pourtant non négociable", constate Olivier Adam (*Libération*, 30 janvier). Pour Salman Rushdie, "le 'respect de la religion' est devenu une formule signifiant 'peur de la religion'" (*BiblioObs*, 8 janvier).

"Ce que je veux léguer à mes enfants"

Jean-François Kahn qualifie de "trahison" (*El Watan*, 19 janvier) ces politiques à l'origine du bilan désastreux dressé par Boualem Sansal : "Les pays européens, ne regardant que le seul volet sécuritaire du contrôle de l'émigration clandestine, ont fait le choix de soutenir les islamistes puis, une fois ceux-ci battus sur le terrain militaire, de soutenir à nouveau les dictateurs. Au final, ils ont eu l'un et l'autre, les dictateurs et les islamistes plus le terrorisme et l'émigration clandestine." Pour l'écrivain algérien, "se battre contre l'islamisme et son emprise sur les jeunes [est] un combat citoyen de tous les jours, il se fait dans les familles, le quartier, la mosquée, l'école, les associations, les clubs (...). En tant que citoyen français et non comme musulman" (*L'Express*, 13 janvier). Dans *Le Monde* (19 janvier), Abdellah Taïa pointe "l'autocensure", "ces petits interdits de pensée, qui contribuent au terrorisme ordinaire. Il y a des rapports de cause à effet. On est responsables. Je suis responsable. (...) Souvent, on pense que, dans la civilisation musulmane, il n'y a jamais eu de moments de réelle rébellion, de liberté. Mais c'est faux. Lisez *Les Mille et Une Nuits*, qui sont remplies de transgression, de liberté, de sexualités de toutes sortes, et de résistance à des menaces de mort... Pourquoi un peuple qui a fait de ce livre le rival du Coran se comporte-t-il comme s'il ne l'avait pas lu ?"

Responsabilité et clarté des positions donc. Dilem a rejoint l'équipe de Charlie. Kamel Daoud n'élude pas : "Je suis Charlie, profondément, je dis et j'assume : je préfère un homme qui dessine à un homme qui tue. Partout. Il n'y pas de discussion, pas d'avis nuancé, pas d'autres choix. J'aime trop la liberté et je préfère défendre une liberté que de discuter sur une nuance ; je n'ai pas le temps. Quand je défends la liberté, je peux discuter avec un dessinateur. Mais quand je ne défends pas la liberté, je serai seul avec un cadavre ou seul et cadavre en même temps. Perdant. Je suis Charlie, je ne suis pas français, ni occidental, ni larbin, ni commerçant. Juste que j'aime la liberté et je la défends et, justement, la liberté n'a pas de nationalité. Juste un goût, un arôme, une peau, un signe et un rire. Je l'aime trop. C'est ce que je veux léguer à mes enfants" (*La Cause littéraire*, 21 janvier). ■